

# LETTRE DE LA FED'AL

REJOIGNEZ UN PROJET, DES IDÉES ET UNE HISTOIRE

BULLETIN DE LA DIASPORA DU 05 JUILLET 2024



La Lettre de la FED'AL revient sous un nouveau format pour toucher un plus grand nombre de lecteurs. et élargir notre cercle de sympathisants. Désormais, notre bulletin d'information sera adressé aux acteurs institutionnels algériens et à la présidence pour mieux faire connaître nos actions.

En tant que membres de la diaspora algérienne installée à Marseille et ses environs, nous voulons contribuer de manière significative à la société française tout en valorisant nos racines et notre culture. Notre présence en France est marquée par une histoire riche et des parcours diversifiés. Aujourd'hui, plus que jamais, il est crucial de renforcer notre engagement pour bâtir des ponts entre nos deux nations et promouvoir un avenir commun prospère.

Au sein de la Fédération Algérienne (FED'AL), par notre engagement désintéressé, nous sommes résolus à jouer un rôle actif et constructif pour renforcer les liens entre membres de la diaspora algérienne, mais aussi contribuer à la prospérité et à la cohésion de notre pays d'origine. Notre appel à l'action, à la solidarité et à l'espoir s'inscrit pour un avenir meilleur et partagé.

Nous réaffirmons notre engagement envers la solidarité et l'entraide au sein de notre communauté. Il est impératif de soutenir les membres les plus vulnérables de notre diaspora, notamment à travers des actions caritatives, des conseils juridiques et un accompagnement social. La solidarité est un pilier fondamental de notre identité collective.

# QUELLE MOUCHE A PIQUÉ L'UNION EUROPÉENNE ?



Signature à Bruxelles entre l'Algérie et l'Union Européenne du document portant les conclusions de l'évaluation conjointe de la mise en œuvre de l'Accord d'association Algérie-UE, signé en 2002 et entré en vigueur en 2005.

Pour ceux qui ont connu l'époque où l'Algérie dépendait de l'aide financière du FMI, il n'est plus envisageable que le pays voit sa survie dépendre d'une quelconque forme de dépendance à l'égard de quiconque.

Une indépendance qui suscite, aujourd'hui, critique et polémiques, notamment au sein de l'Union européenne. En effet, Bruxelles a ouvert une procédure contre l'Algérie, accusée de restreindre depuis 2021 les exportations et les investissements de l'Union européenne (UE) et a réclamé des consultations avec les autorités du pays.

L'Union européenne est le plus grand partenaire de l'Algérie et représentait environ 50,6% du commerce international du pays en 2023.

Se cachant derrière le prétexte fallacieux de vouloir préserver les droits des entreprises et exportateurs européens exerçant en Algérie, l'Union européenne cherche à remettre en cause le choix éclairé du président Abdelmadjid Tebboune de mettre en place une politique commerciale "restrictive" de l'Algérie, à commencer par l'exigence algérienne que les constructeurs automobiles utilisent des pièces fabriquées en Algérie et "plafonnent la participation étrangère dans les entreprises d'importation de biens".

En clair, la Commission européenne condamne « une politique globale visant à remplacer les importations par une production locale ».

Autre grief porté contre l'Algérie, les restrictions imposées à l'Espagne sur le commerce avec l'Espagne, ainsi que sur les transferts de capitaux entre les deux pays.

L'UE considère que les mesures restrictives introduites par Alger depuis 2021 contreviennent aux engagements dans le cadre de l'accord d'association UE-Algérie. De son côté, Alger affirme que l'UE occulte ses appels à une révision de l'accord d'association en raison « du déséquilibre flagrant au profit de l'UE ».

L'Algérie ne veut plus être traitée comme « un éternel client », mais comme un véritable partenaire stratégique. D'ailleurs, la réponse algérienne ne s'est pas fait attendre : « L'Algérie est un pays souverain, qui n'a pas de dette extérieure et ne tolère point de diktat ».

Si l'Algérie a commencé à introduire une série de mesures restrictives aux exportations et aux investissements de l'Union européenne dans le pays, c'est par souci d'indépendance. Ne plus dépendre des autres est une question existentielle tant pour l'Algérie que pour l'ensemble du Maghreb et de l'Afrique.

# OBJECTIF SEPTEMBRE 2024 !



L'Autorité Nationale Indépendante des Élections (ANIE) est l'organe chargé d'organiser et de superviser les élections présidentielles anticipées de septembre 2024. Celle-ci est présidée par M. Mohamed Chorfi.

À ce jour, plus de 26 prétendants à la candidature à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain ont d'ors et déjà retiré, auprès de l'ANIE, les formulaires de souscription des signatures individuelles.

La première opération électorale mise en place par l'ANIE a été de lancer une campagne de sensibilisation et d'information concernant les inscriptions sur les listes électorales en direction des citoyens algériens et des ressortissants établis à l'étranger. Dans ce cadre, la Fédération Algérienne a pris part à cette campagne en appelant les membres de notre diaspora à venir s'inscrire sur les listes électorales au Consulat d'Algérie de Marseille.

Deuxième étape du processus électoral, la récupération des cartes d'électeurs. Là encore, la FED'AL tient à se distinguer en appelant les membres de notre communauté à acquérir leurs cartes. Enfin, le volet le plus important du processus électoral reste la mobilisation des électeurs afin qu'ils se rendent massivement aux urnes afin de faire élire le candidat ou la candidate à l'investiture suprême algérienne.

L'Autorité nationale indépendante des élections doit pouvoir compter sur les relais d'opinion et l'ensemble des acteurs impliqués au sein de notre diaspora pour faire des élections de septembre prochain un rendez-vous réussi avec la démocratie.

La FED'AL encourage tous les citoyens algériens à s'engager en tant qu'observateurs électoraux bénévoles ou à assurer un covoiturage pour aider les électeurs à se rendre aux urnes.

À travers nos actions et notre engagement patriotique, nous devons encourager les conversations et les débats sur l'importance de voter et de participer au processus démocratique.

De plus, le trop grand nombre de détracteurs de l'Algérie nous impose aussi de dénoncer immédiatement toute désinformation en fournissant des preuves contraires. Chaque fait doit être vérifié et chaque information qui est diffusée doit être fiable.

Lorsque la société civile s'empare du processus électoral, en conformité avec le Code électoral algérien, cela renforce la confiance du citoyen dans le processus électoral et permet de contrer efficacement les accusations de triche.

Le vote n'est pas uniquement un devoir civique, mais c'est surtout un acte patriotique profond. Une manière pour les citoyens algériens de jouer un rôle actif dans le façonnement de leur société et de contribuer à son bon fonctionnement. Un geste d'amour pour exprimer l'attachement à notre pays d'origine et manifester une volonté de contribuer au bien commun.

La FED'AL aspire à une participation électorale élevée à Marseille et sa région qui renforcera la légitimité de nos institutions et contribuera à la stabilité politique par une gouvernance apaisée. Le vote est un outil puissant pour contrôler les politiques publiques et sanctionner ou récompenser les gouvernants selon leurs performances.

# ELECTIONS LEGISLATIVES ANTICIPÉES EN FRANCE : LES MASQUES TOMBENT !



Il est invraisemblable qu'il y ait une réelle adhésion à l'orientation du programme parmi les candidats du Nouveau Front Populaire non affiliés à LFI. Ces élections législatives anticipées ont fait tomber les masques.

**Paradoxalement, ces élections législatives anticipées survenues à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale par le président Emmanuel Macron permettent de relever les contradictions entre les paroles et les actions des individus ou des organisations qui se disent antiracistes. Durant la question des désistements, pour empêcher l'élection des candidats RN toujours en lice au second tour, nous avons observé que de nombreux candidats qui prêchent l'égalité raciale n'ont pas répondu favorablement aux appels de désistement face à des rivaux qui soutiennent des politiques ou des pratiques discriminatoires.**

**La dissolution aura eu au moins un mérite : mettre sur le devant de la scène politique ces faux dévots de l'antiracisme qui, finalement, n'utilisent le discours antiraciste que pour des gains personnels ou préserver leurs petits privilèges. Il est donc crucial pour une organisation comme la nôtre de mettre en lumière ces motivations cachées.**

**Du sommet de l'État jusque dans les différents états-majors des partis politiques, le leitmotiv était « tout sauf le RN », parce que ses candidats favorisent systématiquement un groupe ethnique sur un autre. Mais dans la vie réelle, c'est surtout le « Ni, Ni » ou encore « De la droite en passant par le centre jusqu'à la gauche de gouvernance, excepté LFI ». (sic)**

**Quand le maire d'une grande ville appelle, depuis les élections européennes, à faire battre l'extrême droite tout en affirmant dans un média communautaire juif qu'il a placé des candidats de gauche dissidents devant les candidats LFI en justifiant qu'ils sont « antisémites », c'est bien la démonstration que le véritable ennemi n'est pas le RN, mais bien ce mouvement de gauche qui refuse les collusions et les compromissions politiques. D'autant plus qu'aucun responsable politique ou candidat LFI n'a jamais été condamné par la justice française pour « antisémitisme ».**

**Ces élections législatives anticipées ont permis de dévoiler l'hypocrisie de certains élus de gauche et de droite, mais aussi d'admirer une prise de conscience collective portée par une frange de la gauche française. On le sait tous, la tendance actuelle en politique est l'hypocrisie, mais on ne peut pas dénoncer le péril RN aux portes du pouvoir tout en n'appelant pas à soutenir les candidats du Nouveau front Populaire tendance France Insoumise au risque de faire élire les candidats RN, dont l'hostilité à l'égard des Algériens n'est plus à démontrer.**

**Après ces élections législatives anticipées, il faudra lancer une réflexion sur la mise en place d'un véritable programme de rupture afin de remettre la justice sociale au cœur des futures échéances électorales.**

# 5 JUILLET, UNE DATE MARQUÉE DANS LE MARBRE DE LA NATION



Le 5 juillet 1830, l'armée coloniale française s'emparait par la force et la violence de notre pays. Le 5 juillet 1962, les forces de libération nationale algérienne mettent fin à 135 ans d'oppression.

Comme chaque année, la diaspora algérienne commémore la date du 5 juillet qui marque l'anniversaire de l'indépendance de notre pays.

En 1962, après une longue guerre contre l'administration coloniale française, le peuple algérien a retrouvé sa souveraineté territoriale et populaire. Depuis cette date, devenue fête nationale, nous célébrons et honorons celles et ceux qui ont sacrifié leur vie pour la liberté du pays.

Les générations présentes et celles qui suivront doivent savoir que cette journée est non seulement une fête nationale, mais aussi un moment de réflexion sur le parcours historique du pays et un hommage fait par tout un peuple opprimé pour obtenir l'indépendance.

La guerre de Libération est à la fois une réalité historique et un élément fondamental de l'identité nationale, avec des implications continues pour la société algérienne contemporaine et sa diaspora installée à l'international.

C'est à nous, membres de la diaspora algérienne, d'assurer que cette date anniversaire reste vivante dans la conscience collective du pays. Les familles algériennes doivent continuer à jouer un rôle essentiel dans la transmission de la mémoire de l'indépendance. Par exemple, les récits personnels et les histoires familiales sur la guerre de Libération doivent être partagés entre les générations.

**Nous voulons la patrie de nos pères**

Mais on leur a pris la patrie de leurs pères  
on ne les a pas reçus à la table de la France  
Longue fut l'épreuve du mensonge et de la promesse  
non tenue

d'une espérance inassouvie  
longue amère  
trempée dans les sueurs de l'attente déçue  
dans l'enfer de la parole trahie [...]

Alors vint une grande saison de l'histoire  
portant dans ses flancs une cargaison d'enfants  
indomptés

qui parlèrent un nouveau langage  
et le tonnerre d'une fureur sacrée :

on ne nous trahira plus  
on ne nous mentira plus  
on ne nous fera pas prendre des vessies peintes  
de bleu de blanc et de rouge  
pour les lanternes de la liberté  
nous voulons habiter notre nom  
vivre ou mourir sur notre terre mère [...]

Nous voulons la patrie de nos pères  
la langue de nos pères [...]

Nous ne voulons plus errer en exil  
dans le présent sans mémoire et sans avenir

Ici et maintenant  
nous voulons  
libres à jamais sous le soleil dans le vent  
la pluie ou la neige  
notre patrie : l'Algérie.

**Jean Amirouche - Poète indépendantiste**